

**Ambitieux plan pour protéger le plus important réservoir d’eau douce au monde**

Toronto, le 18 juin 2019. À la suite d’une démarche de 9 mois, cinq des principales organisations du bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent déposent aujourd’hui un ambitieux plan de protection du plus important réservoir d’eau douce de surface au monde. Le plan propose d’augmenter les efforts de protection des Grands Lacs sur une période de dix ans. Il a été remis à la ministre de l’Environnement et du Changement climatique du Canada, Catherine McKenna et à son vis-à-vis provincial de l’Ontario.

Le Plan d'action 2030 a été préparé sous la direction d'un groupe d'experts coprésidé par deux éminents spécialistes de l'environnement, M. Gordon Miller, ancien commissaire à l'environnement de l'Ontario, et M. Jean Cinq-Mars, ancien commissaire du développement durable du Québec. En étroite collaboration avec des experts, des intervenants et des conseillers autochtones, ils ont étudié de nouvelles approches pour relever quatre défis complexes auxquels fait face la partie canadienne des Grands Lacs : les changements climatiques, les substances toxiques et autres polluants nocifs, les nutriments qui contribuent à la prolifération d'algues nuisibles et la contamination bactérienne des plages.

"Bien que des progrès aient été réalisés au fil des ans dans la protection des Grands Lacs, les effets combinés des changements climatiques, de la croissance démographique et des activités agricoles et industrielles intensives exigent une nouvelle approche", a déclaré Gordon Miller, coprésident du Groupe d'experts, " en ciblant les sources de pollution qui ont le plus grand impact, le Plan d'action propose des interventions plus stratégiques et chirurgicales en utilisant de nouveaux types de collaboration, de technologies et de mégadonnées ".

Le Plan d'action pour la protection des Grands Lacs s'inspire de l'Initiative de restauration des Grands Lacs des États-Unis, un programme fédéral qui a fourni plus de 2 milliards de dollars en financement pour la restauration des Grands Lacs depuis 2008 et qui est appuyé par les deux principaux partis politiques aux États-Unis.

"Le Plan d'action 2030 nous montre la voie à suivre pour la protection des Grands Lacs. La protection d'un écosystème aussi vaste et précieux exige des investissements importants et soutenus comme c’est le cas du côté américain des Grands Lacs”, a déclaré Jean Cinq-Mars, coprésident du groupe d'experts. "Nous avons besoin du même genre de leadership et d'engagement non partisan de ce côté-ci de la frontière."

Le Plan d'action pour la protection des Grands Lacs comprend 15 mesures clés pour protéger les Grands Lacs et ses résidents. Une fois mises en œuvre, ces mesures permettraient de :

● protéger les communautés riveraines et les écosystèmes des Grands Lacs qui sont les plus vulnérables aux niveaux d'eau élevés et les rendre résilientes face au climat;

● identifier et réduire activement l'exposition aux produits chimiques nocifs dans la région des Grands Lacs, provenant de l'air, de l'eau, du sol et des produits de consommation;

● accélérer les mesures visant à réduire le ruissellement des nutriments agricoles et urbains qui causent la prolifération d'algues nuisibles en ciblant les zones ou les propriétés qui y contribuent le plus;

● s'assurer que toutes les plages des Grands Lacs sont propres et protéger la santé publique en prenant des mesures pour s'attaquer aux sources de contamination bactériologique.

"En communiquant aux collectivités et aux particuliers de l'information sur notre exposition aux polluants présents dans l'environnement et dans les produits, le Plan d'action 2030 nous aidera à faire des choix plus éclairés et à prendre des mesures pour éliminer ces sources de pollution”, a déclaré Edward Wawia, chef adjoint du Grand conseil régional du Anishinabek Nation, qui siège au comité d'experts.

Les cinq organisations, qui ont initialement proposé l'idée d'un plan d'action au ministre McKenna, nommément la [Commission des pêcheries des Grands Lacs](http://www.glfc.org/), [l’Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent](https://glslcities.org/fr/), le [Council of the Great Lakes Region](https://councilgreatlakesregion.org/), [Freshwater Future Canada](https://freshwaterfuturecanada.ca/) et [Stratégies Saint Laurent](http://www.strategiessl.qc.ca/), sont les principaux défenseurs de la protection des Grands Lacs et du Saint-Laurent et représentent les points de vue des gouvernements de proximité, du secteur privé, des pêches et des groupes environnementaux.

“Les maires et les dirigeants municipaux sont préoccupés par les inondations record dans de nombreuses collectivités et accueillent favorablement les recommandations du Plan d'action 21 concernant de nouvelles approches et de nouveaux investissements”, a déclaré Sarah Rang, directrice adjointe de l'Initiative des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

"La préservation de la santé des Grands Lacs est d'une importance vitale pour la protection de la santé publique et l'intégrité de nos systèmes naturels, mais aussi pour assurer notre prospérité future, car les lacs soutiennent plusieurs des secteurs économiques clés en Ontario”, a déclaré Mark Fisher, président et directeur général du Council of the Great Lakes Region.

Une copie du Plan d'action 2030 se trouve [ici.](https://westbrookpa.com/fr/collaboratif-glsl/)

Pour plus information:

Nicola Crawhall

416-407-5880

nicola.crawhall@rogers.com